

NICE, le 18 mai 2006

INSTALLATION CLASSEE  
POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
SOCIETE CHROMALUX  
10, RUE FODERE  
06300 NICE

64 258  
CHROMALUX\_suiteinspect\_pref06\_rap060518

<b>RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES</b>
-----------------------------------------------------------

La société Chromalux dont le siège social est situé au 10, rue Fodéré à Nice exploite sur ce site une installation de traitement des métaux par électrolyse selon les rubriques 2565.2.a et 1111.2.c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est autorisée à pratiquer ces activités par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploiter pris le 28 janvier 2004.

Faisant suite à la dénonciation faite le 4 mai 2006 à 10h00 par Monsieur Eric DEMAILLY, employé de cette société, nous avons procédé à une première visite d'inspection le 4 mai 2006 puis à une seconde visite d'inspection le 5 mai 2006 au titre de l'article 514-5 du code de l'environnement. Nous avons été amené à constater en présence de Madame Dominique LEDUCQ gérante de cette société, le non-respect:

- De l'article 3.1.1, puisque le charbon actif nécessaire à la filtration des vapeurs, aérosols et autres "fumées" provenant de l'exploitation des installations présentes sur le site n'avait pas été remplacé depuis plus de un an. En outre, le débit d'air au niveau des grilles d'aspiration était imperceptible,
- Des articles 4.3.1 et 4.3.6.1.1, car l'identification des bains de traitements par électrolyse et des collecteurs d'effluents est absente ou effacée,
- De l'article 2.5.1, compte tenu de la non-déclaration à l'inspection des installations classées d'un incident survenu au début du mois d'avril 2006,
- De l'article 5.1.7, du fait de l'absence du registre de gestion des déchets,
- De l'article 9.2.2, au vu de l'absence de registre de comptabilisation de la consommation,

Ces éléments font que la S.A.R.L CHROMALUX est en infraction au regard des prescriptions techniques d'exploitation définies dans son arrêté préfectoral d'autorisation et de l'article 17 du décret n°77-1 133 du 21 septembre 1977.

En conséquence, je vous propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter et de se conformer aux dispositions des articles susmentionnés indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées comme le prévoit l'article L514-9 du Code de l'Environnement. Il devra respecter l'échéancier proposé dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint à ce rapport.

En outre lors de ces inspections, nous avons pu constater que les chaînes de rinçage fonctionnaient en partie selon un ancien procédé et que les installations de rinçage fonctionnant au moyen de résines échangeuses d'ions étaient à l'arrêt. Cette situation est différente du procédé décrit dans le dossier de demande d'autorisation datant du 24 juin 2003 déposé le 26 juin 2003 en préfecture des Alpes Maritimes.

Par ailleurs, cet exploitant a accumulé au sein de son établissement des déchets dangereux. Ils sont entreposés dans des récipients étanches à l'intérieur de l'atelier de polissage. Cependant, l'importance de ce stockage n'est plus en rapport avec la taille de l'exploitation et de fait présente un risque potentiel.

Au vu de ces constats à l'origine du présent rapport et afin de garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint un projet d'arrêté préfectoral complémentaire comme le prévoit l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977. Dans ce cadre, nous vous proposons de le présenter lors d'une prochaine séance du Conseil Départemental d'Hygiène. A cette occasion, nous émettrons pour notre part un avis favorable à ce projet d'arrêté et solliciterons l'avis des membres du conseil.

L'Inspecteur des Installations Classées

Le Chef de groupe de subdivisions des Alpes-Maritimes